

Réforme de l'armée: les syndicats de la statistique publique inquiets

Plusieurs syndicats des services statistiques de l'Etat ont exprimé mercredi leur inquiétude après l'annonce de Nicolas Sarkozy de compenser les restructurations dans l'armée en Moselle par la délocalisation de 1.500 emplois publics, dont une partie importante de statisticiens.

"Si une telle décision était confirmée, c'est une très grande part des fonctionnaires chargés des statistiques qui seraient victimes de cette mesure", soulignent dans un communiqué commun les fédérations CFDT des Finances et Protection sociale/emploi.

"Rien ne justifie une telle mesure du point de vue du service public et elle aura de graves conséquences pour les personnels", poursuivent-elles, soulignant que les organisations syndicales "n'ont été consultées à aucun moment".

Elles demandent au président de la République de "renoncer à tout projet unilatéral de transfert d'agents ou de services".

De leur côté, les syndicats FO, CFDT, CGT, SPSCM et Sud du Sessi (service des statistiques industrielles du ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi), "s'insurgent" contre cette "annonce hâtive, brutale et non concertée de création d'un pôle statistique à Metz (Moselle) par une délocalisation de grande envergure".

"Le Sessi, dont le centre de production est délocalisé à Caen depuis 1976, doit déjà faire face à une restructuration profonde dans le cadre de la réforme de l'Etat, réforme qui conduit à l'éclatement de ses services entre la Direction Générale des Entreprises et l'Insee", expliquent ces syndicats, "s'opposant à toute nouvelle restructuration".

Ils s'associent "d'emblée à toutes protestations émanant des services statistiques tous ministères confondus".

"Les services statistiques n'ont pas selon nous vocation à combler les vides laissés par la politique de réduction des implantations de l'armée sur le territoire", ajoutent ces syndicats.

Pour eux, "la répartition territoriale des services de l'Etat, facteurs de cohésion sociale, doit être motivée par l'objectif de répondre aux besoins des citoyens".

Des élus de Moselle, le département le plus touché par les restructurations dans l'armée, reçus mardi à l'Elysée ont indiqué que M. Sarkozy leur avait promis des mesures de compensation dont la délocalisation de 1.500 emplois publics, notamment d'administratifs dans le domaine des statistiques nationales.